

« Pain paix liberté » ! Pas un euro pas une arme pour la guerre ! Défense des services publics et des droits sociaux !

Le président de la République, le gouvernement multiplient les **déclarations sur la guerre**, avec la possibilité d'envoyer des troupes en Ukraine et mettent en œuvre des mesures visant à **restructurer toute l'activité économique vers une économie de guerre**.

C'est dans ce cadre que le Ministre de l'Economie a procédé en quelques jours à **10 milliards de coupe pour les services publics**. 10 milliards en moins pour l'école, l'emploi, le logement ... Cette coupe brutale s'ajoute aux 16 milliards d'économies déjà inscrits dans la loi de finances pour 2024 provenant pour l'essentiel de la suppression du bouclier énergétique qui touche en premier lieu les salariés.

C'est aussi dans ce cadre que le gouvernement envisage un nouveau « **choc de simplification** » avec relèvement des seuils qui déclenchent un certain nombre d'obligations en matière de dialogue social et de représentation des salariés, notamment pour l'installation d'un CSE, réduction du délai de saisine des prud'hommes, facilitation du recours au temps partiel...

Ces mesures se traduisent d'ores-et-déjà dans notre département par la **remise en cause des accueils physiques à la DDFIP, la remise en cause des accueils physiques des assurés sociaux dans les centres de Sécurité Sociale**.

Dans les écoles primaires, ce ne sont pas moins de **150 fermetures de classes** qui sont programmées pour la rentrée prochaine dans le Val-de-Marne alors que chaque jour **170 classes restent sans maître**, faute de remplaçant. Mesures qui contribuent à dégrader les conditions de scolarisation des élèves en situation de handicap, déjà dramatiques, du fait, notamment, du non-respect des notifications d'orientation dans des classes et structures spécialisées ou de celles concernant l'accompagnement par une AESH.

La mise en place des **groupes de niveaux au collège** entraînerait une véritable ségrégation sociale qui va reléguer une partie de la jeunesse dans des **ghettos scolaires**. La mise en place du **SNU obligatoire** dans les lycées n'est rien d'autre qu'utiliser les établissements scolaires comme **antichambre du recrutement pour l'armée**.

Et le gouvernement annonce qu'il faudra **couper 20 milliards supplémentaires avec comme cible la santé et l'assurance chômage**. En définitive, c'est tout ce qui

constitue les garanties collectives de la classe ouvrière qui est aujourd'hui dans le collimateur du gouvernement dont le leitmotiv est (selon le Figaro) « la gratuité de tout pour tous, tout le temps, ce n'est plus possible ». Le gouvernement envisage ainsi de **limiter les remboursements de médicaments, les arrêts maladie et les dépenses concernant les transports sanitaires**. Il prévoit même de s'en prendre aux patients en affection de longue durée (ALD) **en remettant en cause le remboursement à 100%** pour tous leurs soins malgré des traitements longs et coûteux (diabète, cancers, insuffisances cardiaques, ...). L'UD FO 94 rappelle que les dépenses de santé et d'assurance chômage sont financées par le salaire différé des salariés.

Ce sont donc les fondements mêmes de la **Sécurité Sociale de 1945** qui sont dans la ligne de mire du gouvernement avec une remise en cause de **l'universalité des droits** puisque « certains soins pourraient être remboursés en fonction des revenus ».

Pour l'UD FO 94, il est clair que le gouvernement est engagé dans une guerre à l'intérieur contre les droits sociaux collectifs des salariés pour financer la guerre à l'extérieur.

L'UD FO 94 s'inscrit totalement dans la position de la confédération Force Ouvrière « **pain paix liberté** ». **Pas un euro pas une arme pour la guerre : l'argent doit être consacré aux services publics, à la satisfaction des droits sociaux, pas à l'économie de guerre.**

L'UD FO 94 revendique partout des **augmentations de salaire, du point d'indice**, afin d'augmenter le pouvoir d'achat et le financement de notre protection sociale, le **rétablissement des accueils physiques supprimés pour les assurés sociaux dans les centres de Sécurité Sociale, dans tous les services publics**.

Elle apporte son **soutien à toutes les mobilisations en cours**, celle des enseignants et des parents contre les fermetures de classes et la mise en place des groupes de niveaux dans les collèges, celles du secteur privé comme Conforama, Casino, Auchan, But ou encore celle à venir des fonctionnaires le 19 mars, ...

L'UD FO invite les syndicats FO à réunir leurs adhérents, à établir précisément les revendications et à discuter des moyens de les faire aboutir, et à tenir des assemblées générales partout où les conditions sont réunies.